

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE BIBLIOTHECAIRES

Diplôme Supérieur de Bibliothécaire

**LES ARCHIVES D'ENTREPRISES :**  
**QUELLE GESTION POUR QUELS EN JEUX ?**

**L'expérience du Centre Rhénan d'Archives et de Recherches  
Economiques**

\* \*  
\*



1989  
DSB  
30

Projet de recherche présenté par  
**Catherine KREBS**  
Option "Médiathèques publiques"

Sous la direction de  
**Mlle Sylvie AUBENAS**

Année Universitaire  
1988/1989

## SOMMAIRE

LE CONTEXTE ET LES RAISONS D'UNE REFLEXION SUR LES ARCHIVES D'ENTREPRISES.....	1
LE SUJET DE RECHERCHE : ENONCE ET METHODOLOGIE	
1 - La formulation du sujet de recherche.....	3
1.1. - Le CEntre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques.....	3
1.2. - Les postulats de la recherche.....	3
1.2.1. - Quelle gestion pour quels enjeux ?	
1.2.2. - L'expérience du CERARE	
2 - Planification de la recherche.....	5
2.1. - L'environnement du sujet.....	5
2.1.1. - L'environnement culturel	
2.1.2. - L'environnement économique	
2.1.3. - L'environnement "politico-administratif"	
2.2. - Les principaux axes de réflexion.....	6
2.2.1. - Délimitation de l'investigation	
2.2.2. - Les outils d'investigation	
2.2.3. - Les pistes de recherche	
2.3. - La mise en situation.....	8
BIBLIOGRAPHIE.....	9
CONCLUSION.....	20

## LE CONTEXTE ET LES RAISONS D'UNE REFLEXION SUR LES ARCHIVES D'ENTREPRISES

Arrivée dans le Haut-Rhin il y a plus de cinq ans pour des raisons professionnelles, j'ai fait plus ample connaissance avec Mulhouse et sa région. Parmi les premières approches qui sont suggérées de ce centre urbain on trouve celle de "ville des musées techniques". Cette idée constitue actuellement l'un des axes principaux de la politique de développement touristique et culturel de l'agglomération. On y visite effectivement outre le célèbre Musée National de l'Automobile, les musées du chemin de fer, du papier peint, de l'impression sur étoffe, de l'électricité ("Electropolis").

La région mulhousienne et la ville elle-même ont pris leur plein essor au XIX<sup>ème</sup> siècle grâce à l'implantation d'industries textiles débutée dès le XVIII<sup>ème</sup> siècle en Haute-Alsace en raison d'un régime douanier spécial qui permettait la fabrication et le commerce d'indiennes sans cette zone. De grandes dynasties telles celle de la famille Dollfus-Mieg ont été assises sur la prospérité des activités de filature, tissage et impression sur étoffe.

L'histoire de Mulhouse est donc récente. Or, depuis le début des années 70 ses fondements sont en plein déclin. Cependant, c'est sur ceux là mêmes que s'opère l'actuelle reconversion industrielle essentiellement dirigée vers l'industrie chimique (où le savoir-faire est l'héritage de la technique de fabrication des teintures) et plus accessoirement vers la mécanique de pointe (réorientation de la petite mécanique nécessaire à la fabrication des pièces de métiers à filer et à tisser), à titre plus anecdotique enfin, mais particulièrement significatif, il faut signaler la tentative de maintenir l'activité d'impression sur tissus de haut-de-gamme dont certaines manufactures ont su conserver l'expérience.

Voici donc une région où cohabitent ou plutôt "co-agissent" une tradition et un futur fondés sur l'industrie.

Je suis particulièrement sensible à cet aspect de mon environnement en raison de son caractère dynamique qui rejette tout passéisme dans ce que ce terme peut comporter de charge péjorative et de nostalgie. A Mulhouse le passé prépare l'avenir.

Pour brosser un paysage complet de l'environnement mulhousien, il faut aussi signaler la proximité immédiate du bassin minier de la potasse né au début de ce siècle et appelé à mourir en tant que tel avec la fin de l'exploitation du gisement prévue pour l'an 2004.

\* \*  
\*

C'est précisément dans le cadre des travaux menés pour la création d'un écomusée du bassin potassique que j'ai rencontré Mademoiselle Florence OTT, directrice du Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques (CERARE).

L'action menée par cet organisme m'a paru s'intégrer avec bonheur dans l'esprit ambiant. Elle se caractérise par une préoccupation archivistique non passéiste tendue vers un double but : culturel et économique. C'est ce carrefour qui m'a intéressée. Le CERARE ne pourrait-il être un lien possible entre le Mulhouse culturel et historique des musées et le Mulhouse du futur : industriel ?

La démarche du CERARE, largement ouverte sur son environnement, m'a semblé a priori s'inscrire dans une conception du patrimoine que je partage, elle correspond à ma perception de ce que peut, voire ce que doit être une démarche culturelle en ce qu'elle ne doit, qu'elle ne peut être "gratuite" à l'égard du public qu'elle souhaite atteindre : elle n'en recevra de réponse que si elle correspond à un besoin, même si celui-ci reste à révéler.

Encore s'agissait-il de cerner les termes exacts de ma recherche afin qu'ils rendent compte de la démarche ciblée du CERARE et de la place qui peut lui être faite dans une "nouvelle politique du patrimoine" selon les termes de Monsieur Max QUERRIEN, le terme de politique étant entendu dans mon propos au sens le plus large, étymologique, d'action dans la cité.

Après avoir tenté d'explicitier la formulation de mon sujet de recherche, je présenterai les moyens que je me propose d'adopter pour en approfondir les aspects et aboutir à la démonstration des postulats qui sont à l'origine de mon choix de sujet. Enfin, une bibliographie sélective illustrera, dans la limite des références qui ont pu être trouvées, les grands traits des objectifs déterminés à ma recherche.

\* \*  
\*

**LE SUJET DE RECHERCHE :  
ENONCE ET METHODOLOGIE**



## 1. La formulation du sujet de recherche

A l'origine de ma démarche :

### **1.1 Le Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques :**

Association de droit local (1) créée en 1983, sous l'égide de la Société industrielle de Mulhouse (2), le CERARE se donne statutairement pour missions "la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine archivistique et documentaire dans le domaine économique et social". A cette fin son activité s'organise en trois volets essentiels :

- la prise en charge des archives économiques menacées de destruction et leur valorisation au profit de la collectivité régionale (vocation de service public) ;
- une activité de consultant et de formation au service des entreprises ;
- une offre d'archivage et de stockage pour le compte des entreprises.

Les membres fondateurs de cet organisme sont : les Chambres de Commerce et d'Industrie de Colmar, de Mulhouse et de Belfort, l'Université de Haute-Alsace, la Chambre des Métiers (section de Mulhouse), la Société Industrielle de Mulhouse et la Ville de Mulhouse.

Les services publics d'archives (Archives Départementales du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du Territoire de Belfort, Archives Communales de Colmar et de Mulhouse) ont été associés à l'action du CERARE en qualité de conseil technique.

Le centre tire son originalité de l'alliance qu'il réalise entre le souci de sauvegarde des archives menacées de destruction et, en amont, la conscience que ce sauvetage doit surtout, pour l'avenir, s'effectuer grâce à la sensibilisation des chefs d'entreprise et à la formation de leur personnel à une bonne gestion des archives : le CERARE fait du sauvetage de mémoire industrielle à deux vitesses en quelque sorte. Son souci dans une telle démarche est également de parvenir à équilibrer les coûts de stockage des archives sauvées avec les revenus de ses prestations de service.

(1) - L'Association est régie par les articles 21 à 79 du Code civil local maintenu en vigueur dans les départements du Rhin et de la Moselle par la Loi d'introduction de la législation française du 1er juin 1924.

(2) - La Société Industrielle (S.I.M.) fondée le 24 décembre 1825, a pour but "l'avancement et la propagation de l'industrie". Il s'agit aussi de "faire passer l'industre de l'état empirique au rang d'une véritable science" et, par conséquent, elle doit collecter toute la documentation scientifique nécessaire. Actuellement la S.I.M. possède environ 40.000 ouvrages portant sur l'économie et les sciences en particulier.

## 1.2 Les postulats de la recherche

### 1.2.1. Quelle gestion pour quels enjeux ?

Dans le cadre du stage que je vais effectuer dans ce contexte, il m'a paru intéressant d'approfondir la réflexion sur le degré de nécessité et, partant, sur la nature et la qualité d'une gestion à appliquer aux différentes catégories d'archives – qu'elles soient courantes, intermédiaires ou historiques – au regard essentiellement des impératifs spécifiques d'une entreprise privée dans un secteur concurrentiel (rentabilité, image de marque, etc... ).

D'une part, dans la lignée de ce que fait le CERARE, je souhaiterais mettre l'accent sur une démarche qui tend à appliquer un langage économique aux archives sans qu'il soit cependant permis d'ignorer l'intérêt qu'elle revêt à terme pour le chercheur, une partie des archives vivantes ainsi traitées étant destinée à devenir historique.

D'autre part, s'agissant d'un patrimoine historique constitué en "bout de course" il s'agit de déterminer le profit que l'on peut tirer des efforts préalables de gestion de tels fonds et selon quelles modalités. Là encore c'est avant tout sur l'intérêt pour l'entreprise, que j'ai l'intention de mettre l'accent, l'intérêt pour le public étant plus ou moins commun, sur le fond, à celui présenté par toute action de mise en valeur du patrimoine.

C'est de la globalité de cette démarche que rend compte une problématique qui lie la notion de gestion continue à celle de la multiplicité des enjeux.

### 1.2.2. L'expérience du CERARE

Il serait erroné de déchiffrer la seconde partie du sujet comme tendant à le réduire à une seule expérience. Si la constitution d'une bibliographie sur le thème des archives d'entreprises permet de rapidement constater l'intérêt d'une démarche nouvelle à l'égard du capital-mémoire de l'entreprise, elle révèle également une relative redondance des propos au-delà du consensus qui réunit, les services des Archives de France, les historiens, les consultants, les collectivités locales et enfin et surtout un nombre croissant de chefs d'entreprises, parmi les plus importantes au moins. Un premier stade de la recherche dans cette direction semble actuellement atteint.

Mener une réflexion d'ordre général dans ce contexte m'a paru un peu court en raison du peu de probabilité qu'il me semblait y avoir d'apporter, en l'espace de trois ou quatre mois, des éléments nouveaux à la problématique déjà développée.

Au contraire rapportée à une situation particulière, le sujet me paraît reprendre tout son relief, dans le cadre d'une réflexion à court terme au moins.

Ainsi, après avoir dans un premier temps cerné le contexte actuel de la réflexion et de l'action effectuée par les divers partenaires sur la matière des archives d'entreprises et dégagé les grands axes de la réflexion à mener, c'est la perspective de pouvoir chercher dans l'expérience originale menée par le CERARE, dans les positions de ses partenaires mais aussi de ses interlocuteurs, voire de ses détracteurs, les solutions ou les amorces de solutions ou encore, plus modestement, d'autres modes de formulation ou une formulation plus pointue des questions en suspens, qui me permet d'espérer pouvoir apporter un éclairage nouveau sur le sujet ou, au minimum, quelques éléments originaux.

Pour tenter d'obtenir ce résultat, ma méthodologie de recherche s'organise en trois temps.

## 2. Planification de la recherche

Il s'agit avant tout de resituer les archives d'entreprises dans un contexte le plus global possible.

### **2.1. L'environnement du sujet :**

#### 2.1.1. L'environnement culturel :

Le dépouillement d'une bibliographie rapide autour de thèmes tels que ceux de :

- patrimoine,
- archéologie industrielle,
- écomusée,
- culture d'entreprise,

m'a permis de situer l'entreprise industrielle dans un contexte culturel relativement récent où l'on observe l'émergence d'une perception du monde industriel comme patrimoine, où sont nés l'archéologie industrielle et les écomusées, où se développe le souci de retrouver ou, à défaut, de créer une culture d'entreprise.

#### 2.1.2. L'environnement économique :

La littérature plus spécifiquement consacrée aux archives d'entreprises ou "archives économiques" a permis ensuite de dégager l'évolution des mentalités à l'égard de cette matière, notamment sous l'angle économique.

De ce point de vue l'accent est mis sur le contexte d'accroissement exponentiel de la masse des documents produits, et sur la lente prise de conscience du potentiel de rentabilité jusqu'ici ignoré en matière de gestion d'archives (rentabilité à court terme pour ce qui concerne une meilleure gestion de l'espace et le gain de temps dû à une organisation efficace ; profit à plus longue échéance en terme d'image de l'entreprise qui a tout à gagner d'un long enracinement dans le passé, d'une meilleure connaissance de ses traditions, tous éléments qui forment son identité). L'entreprise semble avoir perçu l'intérêt d'une meilleure maîtrise de soi qui lui permet de se décoder avec plus de rigueur et, partant, d'aborder le futur en toute connaissance de cause, voire avec plus de discernement au regard de ce qu'elle se sait être.

#### 2.1.3. L'environnement "politico-administratif" :

La lecture sur une longue période de sources telles que la *Gazette des Archives* et le *Rapport annuel sur l'activité des Archives de France à la Commission Supérieure des Archives* permet de déceler une réflexion évolutive des services publics d'archives à l'égard de cette catégorie particulière d'archives ; plus qu'une simple ouverture en leur direction, c'est l'intervention qui s'impose de plus en plus comme une nécessité, un souci prioritaire.

La décennie 1980 a été marquée par une action suivie en ce domaine au-delà de la simple sauvegarde effectuée au fil des opportunités : enquête de recensement des archives économiques à travers tout le territoire français, sensibilisation croissante des services départementaux d'archives et enfin, création d'un premier centre interrégional des archives du monde du travail à Roubaix. On semble se diriger vers une politique plus volontariste, plus active en ce domaine dont on a commencé à saisir l'importance dès le lendemain de la seconde guerre mondiale.

Cette première approche, exclusivement livresque et donc théorique du problème a cependant permis d'établir la relative pertinence du sujet préalablement posé et de dégager plus précisément les axes possibles de la réflexion à mener.



## 2.2. Les principaux axes de réflexion :

### 2.2.1. Délimitation de l'investigation :

Il convient de préciser au préalable que la notion d'entreprise telle qu'elle est entendue dans ce travail exclut les secteurs qui ont une vocation exclusivement tertiaire en tant que leur tradition et leur mode de pensée à l'égard de leurs archives n'ont pas les mêmes caractéristiques et surtout ne posent pas les mêmes problèmes que dans les entreprises industrielles et commerciales. En effet, par vocation même, nombre d'entre elles se doivent d'avoir une organisation efficiente de leurs archives et, par conséquent, une certaine réflexion à ce sujet. Ainsi le secteur bancaire et les compagnies d'assurances ont été exclus d'emblée de mes investigations. Il en va de même pour les archives de cabinets d'architectes qui posent d'autres problèmes spécifiques ne relevant pas de ma problématique.

### 2.2.2. Les outils d'investigation :

Le repérage des questions susceptibles d'être soulevées doit se faire à mon sens dans le cadre d'une démarche en deux temps, car après la première étape de dépouillement bibliographique, il s'agit de confronter par le biais d'entretiens les éléments repérés avec les points de vue des divers praticiens des archives, et ce afin d'affiner ma perception des tenants et aboutissants du problème. Ainsi, je me propose de rencontrer, dans la mesure où cela sera possible, et je l'ai déjà fait pour certains d'entre eux:

- des représentants des services publics d'archives
  - . Mme Françoise HILDESHEIMER, responsable du service des archives d'entreprises à la Direction des Archives de France et Mme Yvette LEBRIGAND, chargée de diriger le Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix,
  - . des chefs de services d'archives départementaux, en l'occurrence dans les départements du Rhône, du Haut-Rhin et du Territoire de Belfort, les deux derniers étant directement concernés par l'intervention du CERARE ;
- des archivistes d'entreprises : M. Maurice HAMON à Saint-Gobain et, à un degré de notoriété moindre, Mlle Sylvie DESSOLIN aux Houillères du Bassin de Lorraine, seul archiviste d'entreprise en titre dans l'Est de la France d'après les renseignements recueillis ;
- des responsables d'associations préoccupées de la sauvegarde et de la valorisation d'un patrimoine industriel et de l'histoire d'une entreprise donnée telles que "L'Aventure Peugeot" dans le Doubs ou la "Fondation de l'automobile Marius BERLIET" à Lyon ;
- des dirigeants de sociétés d'archivage privées telles qu'ARCHIVECO ou ECO-ARC par exemple.

Dans cette perspective, un cadre unique d'interview ne m'a pas paru utilisable compte tenu de la diversité des interlocuteurs en cause.

Il faut simplement préciser que la teneur de ces entretiens s'oriente autour de deux axes essentiels:

- déterminer et comprendre quelle est la position des acteurs des services publics d'archives à l'égard de la matière "archives d'entreprises" compte tenu notamment des moyens dont ils disposent et des relations qu'ils entretiennent en fait avec le monde économique, et évaluer la connaissance qu'ils ont de toutes les initiatives privées mises

en œuvre en ce domaine sur le territoire national et leurs réactions à cet égard (notamment à l'encontre du CERARE pour les directeurs des archives du Haut-Rhin et du Territoire de Belfort) ;

- compléter les éléments que j'aurais recueillis sur l'attitude des dirigeants d'entreprises à l'encontre de leurs archives à la lumière de l'expérience de praticiens privés des archives d'entreprises forcément inscrites dans des rapports différents, et ce afin d'établir une rapide typologie des attitudes constatées en déterminant notamment la manière dont sont perçus les services publics d'archives.

### 2.2.3. Les pistes de recherche :

Dans l'état actuel d'avancement de mon travail, un certain nombre d'interrogations se font jour :

- S'agissant de la gestion courante des archives,
  - . Quels sont les enjeux effectifs d'une bonne gestion des archives vivantes et intermédiaires dans l'entreprise ? C'est-à-dire également : quels sont les arguments les plus efficaces à faire valoir auprès du chef d'entreprise que l'on souhaite sensibiliser ?
  - . Quels sont les moyens qui permettent la mise en place d'une telle gestion ? Quels sont les partenaires déclarés et potentiels dans cette perspective ?
- S'agissant des archives mortes,

#### Sauvegarde

- . Quels sont les partenaires susceptibles d'intervenir a posteriori dans une entreprise au titre d'une action patrimoniale ? Sont-ils associés ou concurrents ? Comment pourrait-on les coordonner le cas échéant ?
- . Quels sont les modalités de sauvegarde existantes et envisageables ?

#### Mise en valeur patrimoniale

- . Quel est l'intérêt – relativement évident – pour l'entreprise de maîtriser ses archives historiques ? Quels en sont les enjeux en termes économiques (moyen d'implication des cadres, utilisation à des fins publicitaires, exploitation de données "nouvelles" du passé) ?
- . Le meilleur moyen d'y parvenir ne réside-t-il pas, justement, dans une action suivie en amont, dès l'origine de ces archives ?
- . Quel bénéfice pour l'entreprise à travers l'intérêt pour les publics potentiels (salariés, consommateurs, concurrents) ?
- . Quelles actions culturelles mener sur les archives d'entreprises ?

Une telle réflexion ne saurait se mener avec profit sans l'appui d'une expérience concrète.

### 2.3. La mise en situation

Le stage au CERARE sera pour moi l'occasion d'une mise à l'épreuve de la réflexion et me fournira l'opportunité de trouver de nouvelles réponses aux questions soulevées.

Après avoir situé le centre dans un contexte local, national voire international, il conviendra d'analyser ses partis-pris en tant que solutions éventuelles, de dégager les problèmes restés en suspens à son niveau, les résistances et les échecs le cas échéant.

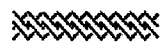
En effet, outre le fait de participer à la vie interne du centre, J'aurai l'occasion d'être associée à des prises de contact de sensibilisation avec des dirigeants d'entreprises ainsi qu'à des stages de formation du personnel qui me permettront de mieux confronter à la réalité ce qui ne sera encore pour moi qu'une théorie.

Dans le cadre de cette dernière étape, la question qu'il me paraît a priori essentiel d'aborder est celle de l'avenir d'organismes tels que le CERARE compte tenu de ses contraintes financières mais également de l'activité conjointe et de plus en plus dynamique des services départementaux d'archives sur la même aire géographique d'intervention.

Sous quelle forme une collaboration peut-elle être envisagée afin que se valorisent au maximum les atouts respectifs d'une initiative privée et d'une action publique qui tendent vers le même but ? Cette question se pose tant sur le plan de l'action de sensibilisation des responsables et de sauvegarde d'archives menacées de destruction ou de dispersion, que sur celui de l'action culturelle à mener ou à coordonner dans une région qui, en l'occurrence est historiquement marquée par l'empreinte industrielle.

\* \*  
\*

# **BIBLIOGRAPHIE**



## L'ENVIRONNEMENT CULTUREL DE L'ENTREPRISE

***L'Archéologie industrielle en France*** . n° 13, Comité d'Information et de Liaison pour l'Archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (CILAC), juin 1986, 120 p.

Réédition cumulée des premiers fascicules de la revue depuis son origine (1976). Cette publication périodique se veut être un moyen pour la promotion en France du patrimoine technique et industriel comme champ de la culture générale et de la recherche scientifique et comme "objet d'un inventaire urgent et d'une protection indispensable".

**BELTRAN, Alain** . *La culture d'entreprise : mode ou nouveau champ historique*, dans *XXème siècle*, n° 15, juillet-septembre 1987, p. 135-137 .

**DAUMAS, Maurice** . *L'archéologie industrielle en France*, Paris, Laffont, 1980, 462 p. (Coll. "Les hommes et l'histoire").

**DESVALLEES, André** . *Les écomusées*, dans *Universalia*, Paris, 1980, p. 421-422.

La création, les définitions et les objectifs de l'Ecomusée : une synthèse des points de vue des inventeurs de l'institution.

**EVRARD, Marcel** . *Le Creusot-Montceau-les-Mines : la vie d'un écomusée, bilan d'une décennie*, dans *Museum*, vol. 32, n°4, UNESCO, 1980, p. 226-234 .

Le détail d'une démarche de "conservation - animation" relevant d'un nouvel humanisme dont, en l'occurrence, le patrimoine industriel entendu au sens le plus large est le noeud .

**GILLE, Bertrand** . *L'archéologie industrielle*, dans le *Bulletin du Centre de Recherches sur la Civilisation industrielle*, n° 22, Ecomusée de la Communauté Le Creusot-Montceau-les-Mines, nov. 1978, p. 5-16.

*Images de l'ecomusée*, numéro spécial (148) de *Museum*, UNESCO, 1985 .

Somme d'articles signés par les inventeurs de l'Ecomusée sur son origine et sa définition "évolutive" et spécifique de celle de musée, issue du besoin profond d'une population de "trouver l'explication du territoire auquel elle est attachée" et de mieux se faire comprendre des autres ; bilan assorti d'exemples à travers le monde.

**NOBLET, Jocelyn** . *Manifeste pour le développement de la culture technique*, Neuilly-sur-Seine, Centre de Recherches sur la Culture Technique (C.R.C.T.), 1981.

**REICHEN, Bernard** et **ROBERT, Philippe** . *Une seconde vie pour les usines*, dans *La Pierre d'Angle*, n° 5, juin 1986, p. 16-21.

**ROUSSEAU, Nicolas** (Dir.) . *Le culte de l'entreprise : mutations, valeurs, cultures*, Revue *Autrement*, n° 100, septembre 1988, 256 p.

Une somme d'articles, témoignages de journalistes, historiens, philosophes, experts en management et chercheurs sur l'image, le rôle, l'éducation technique et humaine de l'entreprise dans la société. Ces points de vues sur la culture d'entreprise et sa médiatisation croissante ne manquent pas de s'affronter quelquefois.

**THEYENET, Maurice** . *Audit de la culture d'entreprise*, Paris, Ed. d'Organisation, 1986.  
Comment relier la culture à la gestion et à la stratégie .

**VARINE-BOHAN, Hugues de** . *L'écomusée*, dans la *Gazette de l'Association des musées canadiens*,  
vol. 10, n° 2, Ottawa, 1978, p. 28-40.

## LES ARCHIVES : GENERALITES

**FAYIER, Jean** . *Les archives*, Paris, Presses Universitaires de France, n° 805, 3ème édition,  
1975, 124 p., (Coll. " Que-sais-je ?" ) .

Une présentation d'ensemble de la notion d'archives par sa définition, un historique des archives publiques françaises, un rapide descriptif des techniques d'archivistique et, enfin, une réflexion sur les modalités actuelles et l'avenir des archives au service de l'histoire.

*Les services d'archives en France . Annuaire 1988-1989* . Direction des archives de France, Service technique, 63 p.

Les coordonnées et horaires d'ouverture des services centraux et locaux d'archives ainsi que des services d'archives d'entreprises (comptabilisés au nombre de 13). Index des noms de communes et des organismes.

## ELEMENTS DE PRATIQUE CONCRETE

**BROT, Isabelle** . *Les archives des entreprises . Conseils pratiques d'organisation* . Paris, Archives Nationales, 1980, 55 p.

Manuel concret et pragmatique qui vise à transmettre aux responsables de ces archives l'expérience des services d'archives de l'Etat.

**CHARMAN, Derek** . *Recensement des archives courantes et tableaux de tri : une étude RAMP, accompagnée de principes directeurs*, Paris, UNESCO, 1986, 71p.

*La conservation des archives . Bâtiments et sécurité : Colloque international de Vienne, 1985*, Paris, Documentation française, 1988.

Après les rapports des divers intervenants, une conclusion constituée de "recommandations sur les règles fondamentales pour la construction et l'équipement des bâtiments d'archives et pour la conservation des archives".

**COOK, Michael** . *Archives administration*, Londres, 1977, 258 p.

Guide pour le personnel chargé de l'organisation et de la gestion des archives des P.M.E. et administrations locales.

**DUCHEIN, Michel** . *Les bâtiments d'archives . Construction et équipements*, Paris, Archives Nationales, 1985, 256 p.

Manuel -illustré- pour la création d'un bâtiment d'archives, du choix du terrain à celui du mobilier et des équipements techniques, par un inspecteur général des Archives de France, longtemps chef du service technique de la Direction des Archives.

*La fonction archives dans les services administratifs publics et privés*, Paris, Ministère de l'économie et des Finances, Service Central d'Organisation et Méthodes (S.C.O.M.), 1982, 116 p.

Le rôle administratif des archives .

**MANUEL D'ARCHIVISTIQUE, THEORIE ET PRATIQUE DES ARCHIVES PUBLIQUES EN FRANCE** . Paris, Archives nationales, 2ème édition, 1982, 806 p.

Manuel exposant la pratique française en matière d'archives (traitement, organisation, conservation matérielle, rôle scientifique, culturel et administratif) . S'adresse essentiellement aux praticiens des archives .

La 2ème partie, Chapitre I, section D, III est consacrée aux archives dites économiques (archives d'entreprises et établissements bancaires, industriels et commerciaux). Les différentes catégories d'actes, leur contenu ainsi que des règles possibles de triage et d'inventaires y sont détaillées .

*Business archives, studies on international practices – manuel d'archives économiques du Comité International des Archives*, 1983, 167 p.

Manuel destiné à répondre aux besoins des pays où ces archives n'ont pas encore été organisées .

**SURIANO, Dominique** et **COURDURIE, Marcel** . *Observations préliminaires au règlement des archives des Chambres de Commerce et d'Industrie*, Paris, Assemblée Permanente des C.C.I., 1982. I : *Les Chambres de Commerce et d'Industrie et les obligations découlant des dispositions de la loi sur les archives de 3 janvier 1979*, 87 p. II : *Les documents procédant de l'activité d'une Chambre de Commerce et d'Industrie*, 101 p. III : *Index des mots clefs*, 132 p.

Textes réglementaires et législatifs, proposition de plan de classement interne adapté aux besoins des Chambres de Commerce et d'Industrie et répertoire systématique des documents avec indication des durées de conservation constituant un tableau d'éliminables : un manuel pour des archives économiques par des archivistes de Chambres de Commerce et d'Industrie.

## LES ARCHIVES D'ENTREPRISES ET L'HISTOIRE

**DREYFUS, Michel** . *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France . XIXème et XXème siècles : Guide documentaire*, Paris, Ed. ouvrières, 1987, 298 p., (Coll. "Mouvement social").

Un annuaire très complet des lieux d'archives et de documentation de tous statuts (Archives publiques, musées, associations, centres documentaires privés, etc...) classés par départements avec un inventaire sommaire des collections conservées. On y trouve le CERARE. Une longue présentation de l'auteur développe le thème de la récente reconnaissance de l'histoire industrielle et de la culture scientifique et technique.

**JEQUIER, François** . *Les archives d'entreprises : ce que l'historien désire obtenir*, dans le *Bulletin de l'Association des archivistes suisses*, numéro spécial *Archives d'entreprises* (28), mai 1977, p. 15-66 .

**L'HUILLIER, Hervé** . *Archives, témoignages oraux et histoire des entreprises . Quelques réflexions à la lecture de deux ouvrages récents*, dans la *Gazette des archives*, n° 139, 4ème trim. 1987, p. 256-260 .

Rapide réflexion sur les sources de l'histoire des entreprises et notamment sur le rôle de l'archiviste dès le stade de la gestion courante des archives.

**LEUILLIOT, P.** *Les archives privées et l'histoire économique . Exemples alsaciens*, dans la *Revue d'Alsace*, T. 89, 1949, P. 213.

**VIDALENC, Jean** . *Les archives d'entreprises et leur intérêt pour l'histoire*, dans la *Gazette des archives*, n° 73-74, 2ème-3ème trim. 1971, p. 83-91 .

Une analyse, exemples historiques à l'appui, des contenus potentiels, au regard de l'histoire, de tous les documents d'entreprises.

## LES ARCHIVES D'ENTREPRISES ET L'ACTION PUBLIQUE

### LA PLACE DES ARCHIVES DANS LA POLITIQUE ET L'ACTION CULTURELLES EN FRANCE

*L'action culturelle dans les archives : actes du congrès de Nice, 4-6 octobre 1982*, Paris, Archives Nationales, 1983, 109 p.

Dans la mesure où le postulat de toute action culturelle consiste à nourrir une culture en favorisant les initiatives et non pas à la fabriquer, il s'agit d'abord de cerner les besoins culturels et par tous les moyens -humains, matériels et médiatiques- de permettre l'intervention d'une culture "active".

**GAUTIER-DESVAUX, Elisabeth** . *L'action culturelle aux archives*, dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000* (141), 2ème trim. 1988, p. 218-236 .

...ou comment dépasser l'action éducative. La diversité des initiatives recensées démontre l'ampleur du champ d'expériences culturelles ouvert aux archivistes.

*La politique culturelle 1981-1985 : Bilan de la législature* . Paris, Ministère de la Culture, Service Information et Communication .

Ce dossier permet de faire le point sur les suites données au rapport Querrien dans tous les domaines de la culture. Ainsi il est montré comment les archives ont fait l'objet d'une double action en faveur respectivement de l'élargissement de l'ouverture au public et d'une attention particulière au archives nouvelles, parmi lesquelles celles du monde du travail.



**QUERRIEN, Max** . *Pour une nouvelle politique du patrimoine . Rapport au Ministre de la Culture*. Paris, Documentation française, 1982, 139 p., (Coll. "Rapports officiels") .

Plaidoyer en faveur d'une politique populaire du patrimoine, libérée de tout passésisme et qui fasse de la recherche, de la diffusion et de la création l'aboutissement naturel de la collecte et de la conservation. L'ensemble des secteurs de l'action patrimoniale font l'objet de propositions concrètes qui tiennent compte de la décentralisation naissante. Les archives y ont une place essentielle car elles sont complémentaires de toutes les autres formes de patrimoine ; dans les archives d'entreprises en particulier presque tout reste à faire alors qu'elles constituent un enjeu "important puisque c'est la mémoire de la civilisation industrielle qui est en cause".

**RENARD, Jacques** . *L'élan culturel, la France en mouvement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987, 227 p., (Coll. "Politique d'aujourd'hui") .

Le bilan de la politique culturelle de 1981 à 1986 autour de quelques axes dont le contenu idéologique commun consiste à faire accéder à la culture une population qui en était privée jusque-là.

#### Résultats et lendemains de l'enquête

**DERENT, Catherine** . *Archives du monde du travail . Région Nord-Pas-de-Calais : Guide de recherche*, Lille, Archives Départementales du Nord et Office Régional de la Culture et de l'Education Permanente, 1986, 184 p.

Le premier et le seul guide paru depuis l'enquête nationale du Ministère de la Culture lancée en 1983 : descriptif des entreprises de plus de cinquante salariés et recensement de leurs archives.

Les deux prochains volumes à paraître doivent être intitulés : *A la découverte des archives du monde du travail* . I : *Une enquête dans le nord et l'est de la France* . II : *Une enquête dans l'Ouest de la France*.

**LEBRIGAND, Yvette** . *Un grand projet de l'Etat : le centre des archives du monde du travail à Roubaix*, dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000* (141), 2ème trim. 1988, p. 175-179 .

L'histoire de la création du centre et des idées qu'il véhicule dans son contexte politico-culturel national et régional.

**LEMAITRE, Frédéric** . *Mémoires . Archives de Roubaix . Le monde du travail a une histoire*, dans *C.F.D.T. Magazine*, n° 104, avril 1986, p. 18-19 .

**OTT, Florence** . *Rapport de mission pour la sauvegarde des archives du monde du travail dans le Nord-Est de la Franche-Comté*, polycopié, 1984 .

Le compte-rendu de l'enquête conclut à la nécessité effective d'une politique de sauvegarde assortie d'un certain nombre de propositions concrètes relatives notamment aux diverses modalités de prévention envisageables.

L'ACTION DES SERVICES PUBLICS D'ARCHIVES

**Les archives du monde du travail aux Archives Nationales, dans les Archives Départementales et dans la coopération internationale**, dans la *Lettre d'information du Ministère de la Culture et de la Communication*, n° 194, juin 1986, p. 5.

**BROT, Isabelle** . *Les archives de l'agence HAVAS*, dans la *Gazette des archives*, n° 56, 1er trim. 1967, p. 11-14.

La sauvegarde d'archives vouées à la destruction, leur description notamment quant à leur intérêt historique (histoire de la presse, de la politique et de l'agence elle-même).

**BROT, Isabelle** . *Les archives d'entreprises aux Archives Nationales*, dans la *Gazette des archives*, n° 84, 1er trim. 1974, p. 9 - 18.

Rapide historique des actions publiques menées en France depuis l'origine (1926) pour la sauvegarde des archives d'entreprises.

**BROT, Isabelle**. *Les archives de l'industrie houillère*, polycopié, 1978 .

**CHOMEL, Vital** . *Les archives d'entreprise dans l'Isère, bilan provisoire et perspectives*, dans la *Gazette des archives*, n° 41, 2eme trim. 1963, P. 66 - 77.

Compte-rendu d'une tentative de repérage et de classement d'archives économiques.

**CHOMEL, Vital** . *Les archives d'entreprises dans les départements*, dans la *Gazette des archives*, n° 84, 1er trim. 1974, p. 19-35 .

Le rôle de l'archiviste au regard de l'histoire l'engage à se préoccuper des entrées privées et plus particulièrement économiques dans ses fonds qui seront une matière essentielle de la recherche de demain : le bilan insuffisant de la collecte effectuée en France nécessite la définition d'une politique de sauvegarde des archives d'entreprises voire même d'un cadre juridique dont Monsieur Chomel propose les grands axes.

**DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE** . *Rapport sur l'activité de la Direction des Archives de France présenté à la Commission Supérieure des Archives par le Directeur général des Archives de France*, fascicule annuel, 1968-1987 .

Une chronologie brute de l'évolution des priorités des services publics d'archives et de l'action menée à l'égard des archives d'entreprises.

**GILLE, Bertrand** . *Les archives d'entreprises*, dans la *Revue historique*, t. 208, 4ème trim. 1952, p. 185-204 .

Plaidoyer pour que s'instaure un effort collectif de collecte de ces sources de l'histoire économique dont Monsieur Gille s'efforce de prouver l'intérêt essentiel au regard de l'expérience qu'il a du passé en sa qualité d'historien. Sa réflexion le mène à envisager la création de centres d'archives économiques ouverts à la recherche qui préfigurent étonnamment le centre de Roubaix.

**GILLE, Bertrand** . *Les archives économiques*, dans la *Gazette des archives*, n° 17-18, janvier-juillet 1955, p. 58-59 .

Comment passer d'une situation passive à une situation active à l'égard des archives d'entreprises.

**GILLE, Bertrand** . *Les archives privées et économiques*, dans la *Gazette des archives*, n° 20, juillet 1956, p. 24-43 .

Après avoir fait l'état du droit commercial et fiscal et de ses effets peu protecteurs sur les archives, l'auteur tire le bilan de la situation des archives d'entreprises en France.

**GUERIN-BROT, Isabelle** . *Les archives de France et les archives d'entreprise* dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les entreprises et leurs archives* (106), 3ème trim. 1979, p. 204-210 .

Rapide bilan de l'action de prospection et d'incitation des Archives de France à l'égard des entreprises.

**HILDESHEIMER, Françoise** . *Les archives . Pourquoi ? Comment ? La recherche aujourd'hui dans les archives en France*, Paris, Ed. de l'Erudit, 1984, 188 p., (Coll. "Patrimoines") .

Un ouvrage qui s'adresse aux utilisateurs des archives . Il fait le point sur la science et la technique des archives.

**HUART, Suzanne d'** . *Les archives privées aux archives nationales*, dans la *Gazette des archives*, n° 85, 2ème trim. 1974, p. 79-88 .

Du dépôt à la communication aux chercheurs : le point sur le traitement des archives et les procédures à respecter.

**KAMMERER, Odile** . *Une expérience de dépôt et de classement des archives consulaires à Colmar*, dans la *Gazette des archives*, n° 102, 3ème trim. 1978, p. 166-175 .

Le récit d'une négociation puis des difficultés d'un traitement d'archives économiques délaissées assorti d'une réflexion sur les moyens de susciter d'autres dépôts de la part des industriels.

**MARQUANT, Robert** . *Les archives d'entreprises*, dans la *Gazette des archives*, n° 32, 1er trim. 1961, p. 5-12 .

Exploitation des réponses au questionnaire diffusé par l'association des archivistes français en 1960. Un panorama de la médiocre situation des archives d'entreprises en France il y a 20 ans.

**NAU, Gérard** . *Bons comptes, bonnes archives*, dans la *Gazette des archives*, n° 104, 1er trim. 1979, p. 10-11 .

Quelle que soit la gestion choisie pour les archives, il faut en déterminer le coût.

**Question mise à l'étude pour 1960 : les archives d'entreprises**, dans la *Gazette des archives*, n° 28, 1er trim. 1960, p. 45-46 .

Les termes du questionnaire diffusé aux membres de l'association des archivistes français.

**REBUFFAT, Ferréol** . *Les archives consulaires : notions de base et plan-cadre de classement*, dans la *Gazette des archives*, n° 66, 3ème trim. 1969, p. 179-187 .

**TOURTIER-BONAZZI, Chantal de** . *La loi du 3 janvier 1979 et les archives privées*, dans la *Gazette des archives*, n° 107, 4ème trim. 1979, p. 261-274 .

Une analyse commentée des effets de la loi sur les archives en matière de protection des archives privées -parmi lesquelles des archives économiques- présentant un intérêt patrimonial.

#### QUELQUES INVENTAIRES

**GILLE, Bertrand** . *Etat sommaire des archives d'entreprise conservées aux Archives Nationales, Série AQ. I : 1 AQ à 64 AQ*, Paris, Imprimerie Nationale, 1957, 153 p.

**GUERIN-BROT, Isabelle** . *Etat sommaire des archives d'entreprise conservées aux Archives Nationales, Série AQ. II : 65 AQ à 119 AQ avec suppléments aux fonds recensés dans le tome I*, Paris, Archives Nationales, 1977, p. 153-334 .

Un inventaire respectant le cadre de classement des Archives Nationales en matière d'archives d'entreprises .

**KAMMERER, Odile** . *Répertoire des archives de la Chambre de Commerce de Colmar, 1870-1945*, Archives Départementales du Haut- Rhin, 1977, 47 p.

#### LE SORT DES ARCHIVES D'ENTREPRISES A L'ETRANGER

*Bulletin du Comité des Archives d'entreprises*, n° 2, Conseil International des Archives, 1979 .

Un numéro composé, entre autres, d'articles exposant la situation des archives d'entreprises en Belgique, France, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède .

**CLEMENSON, Per** . *Les archives d'entreprises en Suède : bientôt une solution d'ensemble ?*, dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les entreprises et leurs archives* (106), 3ème trim. 1979, p. 165-175 .

Un rapide historique de l'action pour la sauvegarde des archives d'entreprises, le constat de la réticence des chefs d'entreprise à verser leurs archives dans un dépôt public et a fortiori de le financer, et les exigences de la recherche militent en faveur de la création de dépôts régionaux dont la tutelle reste à définir mais qui collaboreraient dans tous les cas avec l'ensemble des dépôts locaux, publics ou privés.

*La conservation des archives économiques modernes : un point de vue anglais*, dans la *Gazette des archives*, n° 49, 2ème trim. 1965, p. 53-56 .

Comment aider les propriétaires d'archives modernes à prendre en considération leur propres besoins immédiats mais aussi ceux de leur successeurs et des générations futures ?

**DASHER, O** . *Les archives économiques dans la République Fédérale d'Allemagne*, dans *Bulletin du Comité des archives d'entreprises*, Comité International des Archives, n°2, 1979, p. 28 .

**GUERIN, Isabelle** . *Le National Records Management Council et son rôle dans l'organisation des archives d'entreprises aux Etats-Unis*, dans la *Gazette des archives*, n° 16, juillet 1954, p. 9-13.

Un "centre d'archives commerciales" à mi-chemin entre l'action des sociétés privées prestataires en archivage et les préoccupations des archives publiques, ou l'entrée des archivistes dans l'organisation des entreprises.

**HANITSCH, Jutta** . *Zwischen Wissenschaft und Quellenversicherung : das Wirtschaftsarchiv Baden-Württemberg zieht Bilanz*, dans *Der Archivar*, n° 4, Dusseldorf, novembre 1984 .

Le succès fulgurant des Archives Economiques du Land de Bade-Wurtemberg créées en 1981 et qui ont obtenu en 1984 dépôt de 80 fonds d'entreprises et 11 de Chambres de Commerce, le tout géré par six personnes dont trois scientifiques .

**HEBIG, Dieter, KLUGE, Reinhard** et autres . *Stand und Aufgaben der Bewertung und Bestandsergänzung des Staatlichen Archivfonds*, dans *Archivmitteilungen*, n° 3, Direction des archives d'Etat de la République Démocratique Allemande, 1987 .

Article susceptible d'éclairer sur les effets d'une collecte et d'un traitement des archives d'entreprises de plein droit permis par l'emprise d'un Etat socialiste sur cette matière .

**HIMLY, François** . *Notes sur les "Archives Economiques Suisses"*, dans la *Gazette des archives*, n° 16, juillet 1954, p. 14-16 .

Ce centre créé au début du siècle, financé par le gouvernement du canton de Bâle et soutenu par l'économie privée, a le double but de sauvegarder et de centraliser les documents de la vie industrielle, financière et commerciale pour les mettre à la disposition de tous les publics.

**MARQUANT, Robert** . *Les cours de formation d'archivistes d'entreprises*, dans la *Gazette des archives*, n° 44, 1er trim. 1964, p. 18-19 .

Compte-rendu d'une initiative allemande.

**PERRIN, Dominique** . *Conservation et élimination des archives*, dans le *Bulletin du CIMAB*, n° 6, juin 1981, p. 1-10 .

Réflexions sur la détermination d'une méthode d'archivage au regard des choix d'utilisation que compte en faire l'entreprise au-delà des obligations légales qui y sont également rappelées.

## LES ENTREPRISES ET LEURS ARCHIVES

**BROT, Isabelle** . *Premier colloque sur la politique des entreprises en matière d'information économique et technique (Versailles, 6-8 mai 1974)*, dans la *Gazette des archives*, n° 85, 2ème trim. 1974, p. 105-106 .

... où le propos ne concerne pas les archives qui pourtant sont incidemment évoquées de manière significative par les acteurs économique puisque "le documentaliste doit dépasser le stade de l'archivisme pour en arriver à une conception dynamique de son travail" .

**BOISROUVRAY, Xavier du** . *Un dépôt d'archives économiques privées : l'organisation des archives de la société de Pont-à-Mousson et ses filiales au Château d'Ars*, dans la *Gazette des archives*, n° 57, 2ème trim. 1967, p. 127-131 .

La situation –empirique– des archives de la société Pont-à-Mousson avant la création du service d'archives intervenu à la suite de la fusion avec Saint-Gobain.

**CHOMEREAU, Aymar de** . *Les archives du groupe Rhône-Poulenc*, dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les entreprises et leurs archives* ( 106), 3ème trim. 1979, p. 165-175 .

La création et l'organisation du service des archives en 1978.

**HAMON, Maurice** . *Les archives d'entreprises en France*, dans le *Bulletin du Comité des Archives d'entreprises*, n° 2, Conseil international des archives, 1979, p. 15-21 .

**HAMON, Maurice** . *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et les archives*, dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les entreprises et leurs archives*, ( 106), 3ème trim. 1979, p. 176-190 .

La création et l'organisation du service des archives en 1973 et premier bilan.

**HAMON, Maurice** . *Une entreprise et son passé, Saint-Gobain*, dans *Sphères*, n° 46, Crédit Lyonnais, 2ème trim. 1985, p. 34-38.

Les enjeux de l'organisation de la mémoire et de l'Histoire appliquée à Saint-Gobain.

**HAMON, Maurice** . *La recherche historique et la politique des firmes en France*, dans le *Bulletin du Comité des Archives d'entreprises*, n° 9, Conseil International des Archives, 1986, p. 5-10 .

Présentation d'ensemble de la lente évolution des entreprises vers une conception historique de leur devenir ainsi que vers la notion d'Histoire appliquée en entreprise, et ses effets induits sur la gestion de leurs archives dans un contexte où l'information est devenue pléthorique.

**HAMON, Maurice et TORRES, Félix** (Dir .) . *Mémoire d'avenir. L'histoire dans l'entreprise*, Paris, Economica, 1987, 261 p.

Actes du 1er colloque d'Histoire appliquée aux entreprises. Les applications de l'histoire dans les différentes fonctions de l'entreprise sont explorées : culture interne d'entreprise par un environnement et une meilleure intégration des hommes ; culture externe ou volonté délibérée de communication relative à l'image de marque, à l'image institutionnelle ; l'aide à la décision en terme de stratégie d'entreprise, de management, de marketing et de production. Et, en filigrane de cette histoire de et dans l'entreprise, la présence nécessaire, indispensable du "capital archives", qui fait partie intégrante du patrimoine de l'entreprise.

**HAMON, Maurice** . *Les entreprises et leurs archives : le temps des mutations*, dans la *Gazette des archives*, numéro spécial *Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000*, ( 141), 2ème trim. 1988, p. 171-175 .

L'intervention effective de l'archivistique dans les entreprises au cours des dernières années s'explique par la prise de conscience que la maîtrise de l'énorme masse d'informations produites et reçues ne peut plus se faire que par une organisation solide. L'émergence des notions d'identité et de culture d'entreprise a conforté un mouvement qui tend à investir les archives d'une réelle valeur.

**HAMON, Maurice** . *Du soleil à la terre : une histoire de Saint-Gobain*, Paris, Ed. Jean-Claude Lattès, 1988 .

L'histoire illustrée de Saint-Gobain par celui qui dirige le service des archives de la société, spécialiste de l'histoire et de la culture d'entreprise. L'introduction de ce panorama des modes de production, des stratégies, de la fusion avec Pont-à-Mousson et de l'internationalisation de groupe est axée sur l'idée d'une entreprise qui s'accepte "comme objet d'Histoire en imaginant de se livrer à des regards extérieurs". Un exemple d'exploitation d'archives bien maîtrisées.

*La Mémoire*. Numéro spécial de *Total Information*, n° 103, 1986 .

Les archives comme "capital-mémoire" et matériau d'une identité d'entreprise (TOTAL C.F.P.) qui est le fondement essentiel de son avenir même.

## LE CENTRE RHENAN D'ARCHIVES ET DE RECHERCHES ECONOMIQUES

SON CONTEXTE : POUR UN RAPIDE APERCU DE L'HISTOIRE ET DE L'ECONOMIE DE MULHOUSE

**DEZERT, J.-M.** *La croissance industrielle et urbaine de la Porte d'Alsace*, Paris, 1969 .

*Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et des environs au XIXème siècle*, Mulhouse, 1902 .

**OBERLE, Raymond** . *Mulhouse ou la genèse d'une ville*, Strasbourg, Ed. du Rhin, 1985 .

**WEBER-KLEIN, C.** *Réflexions sur la modernisation industrielle en Alsace*, dans la *Revue d'Alsace*, n° 112, 1986, p.307-316 .

SA GENESE ET SON ACTIVITE

**JEANNEY, Françoise** et **OTT, Florence** . *La sauvegarde des archives économiques : l'expérience d'une région inégalement industrialisée, la Franche-Comté*, dans la *Gazette des archives*, n° 128, 1er trim. 1985, p. 5-16 .

Présentation des conditions de déroulement et des résultats de l'enquête avec une conclusion qui préfigure la mission que s'est donnée depuis le CERARE.

**OTT, Florence** . *Le CEntre Rhénan d'Archives et de Recherches économiques*, dans la *Gazette des archives*, n° 134-135, 3ème-4ème trim. 1986, p. 222-226 .

**OTT, Florence** . *Quel avenir pour les archives d'entreprises ?*, dans la *Revue d'Alsace*, t. 114, fasc. 592, Strasbourg, 1988, p. 297-301 .

Deux articles sur l'esprit du CERARE et ses premiers pas, par sa directrice.

**PERRET, Guy** . *Les archives industrielles du ressort consulaire de Mulhouse*, dans la *Gazette des archives*, n° 117-118, 2ème-3ème trim. 1982, p.104-108 .

Naissance et activités du groupe de travail "Archives industrielles" à Mulhouse, ou la genèse du CERARE dont la création n'était pas encore intervenue à la rédaction de l'article .





## CONCLUSION

La méthode de recherche, on l'a vu, s'articule dans le temps et adopte nécessairement trois moyens d'investigation : dépouillement bibliographique, entretiens et enfin observation.

Il est bien entendu que le plan du mémoire se construira autour d'un faisceau de problématiques et non pas en suivant les étapes chronologiques de la recherche. Le regroupement des diverses questions dans un plan articulé n'a pas encore été fait car il ne pourra l'être à mon sens qu'après la confrontation d'idées et d'a priori à la réalité du "terrain" qui seule me paraît pouvoir faire apparaître la dynamique des divers éléments du raisonnement les uns par rapport aux autres.

\* \*  
\*



BIBLIOTHEQUE DE L'ENSIB



966036B